

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	Covid19 : Évolution de la situation sanitaire
Burundi	Rencontre entre les ministres des Affaires étrangères rwandais et burundais
Comores	Croissance de 2 % en 2019 selon le rapport annuel de la Banque centrale
Djibouti	Covid19 : Fermeture des frontières terrestres
Erythrée	Progrès socioéconomiques soulignés par le rapport du PNUD de 2019
Ethiopie	Impact de la Covid19 sur le secteur privé en Éthiopie selon la Banque mondiale
Kenya	Contraction du PIB de 5,7 % au 2 ^{ème} trimestre 2020
Madagascar	Accord pour la suspension du paiement du service de la dette avec le Club de Paris
Maurice	Allocation de 130 MEUR dans le budget 2020/2021 pour des projets d'investissements
Ouganda	Le gouvernement approuve l'accord de cession des parts de <i>Tullow</i> à Total
Rwanda	L'économie rwandaise se contracterait en 2020
Seychelles	Election du nouveau Président seychellois, Wavel Ramkalawan
Somalie	Formation d'un nouveau gouvernement
Soudan	Un vendredi 23 octobre « historique » pour le Soudan
Soudan du Sud	Le gouvernement appelle la population à l'effort de redressement économique
Tanzanie	Lancement des travaux pour la modernisation de quatre aéroports financés par la BEI

Actualités Régionales

Covid19 : Évolution de la situation

sanitaire. Après + 18 % la semaine dernière, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires dans la zone AEOI diminue cette semaine (+ 7 814 cas contre +11 958 la semaine passée), et reste moins marqué qu'à l'échelle mondiale (+ 8 %). Le nombre de nouveaux cas hebdomadaires a diminué significativement au Burundi (- 77 %), au Rwanda (- 32 %), au Soudan (- 49 %) et en Ouganda (- 47 %). Au Kenya, la covid19 continue de se propager, 931 cas

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	11/10	18/10	25/10	11/10	18/10	25/10
Burundi	524	550	556	1	1	1
Comores	491	502	517	7	7	7
Djibouti	5 423	5 469	5 528	61	61	61
Erythrée	414	425	461	0	0	0
Ethiopie	83 429	89 860	92 858	1 277	1 365	1 419
Kenya	41 158	45 076	48 790	760	839	896
Madagascar	16 702	16 810	16 968	237	238	244
Maurice	395	407	435	10	10	10
Rwanda	4 892	4 992	5 060	30	34	34
Seychelles	147	148	152	0	0	0
Somalie	3 847	3 864	3 941	99	99	102
Soudan du Sud	2 777	2 847	2 883	55	55	56
Soudan	13 670	13 724	13 733	836	836	837
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	9 538	10 691	11 297	86	97	99
Total AEOI	183 916	195 874	203 688	3 480	3 663	3 787

positifs sur 6 691 tests effectués ont été enregistrés le dimanche 25 octobre, soit un record depuis le début de la pandémie. Le taux de positivité des tests a été supérieur à 14 % quatre jours consécutifs au Kenya. Le nombre de personnes admis en unité intensive et sous oxygène augmente également. En Ethiopie, le nombre de nouveaux cas est en baisse de 53 % cette semaine du fait de la réduction du nombre de tests effectués.

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Éthiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

Actualités pays

BURUNDI

Rencontre entre les ministres des Affaires étrangères rwandais et burundais. Après des années de tension alimentées par des accusations réciproques de déstabilisation du pouvoir en place, les ministres des Affaires étrangères rwandais et burundais se sont rencontrés le 20 octobre 2020 au poste-frontière de Nemba- Gasenyi, entre les deux pays. Cette rencontre bilatérale visait à entamer des discussions visant la normalisation des relations entre les deux pays. Selon la porte-parole du Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR) citées dans la presse, cette rencontre intervient alors que 3 000 réfugiés burundais au Rwanda, du camp de Mahama, sont rentrés au Burundi. Il s'agit de la plus grande vague de retours depuis la crise de 2015. UNHCR assiste les burundais qui depuis septembre 2017 font le choix d'un retour librement consenti au Burundi afin qu'ils se fassent dans des conditions de sécurité.

COMORES

Croissance de 2 % en 2019 selon le rapport annuel de la Banque centrale. Dans son rapport annuel sur l'année 2019 qu'elle a remis au gouvernement, la Banque centrale des Comores (BCC) souligne que l'activité économique a été affectée en 2019 par les effets du cyclone Kenneth qui a frappé le pays en avril et a occasionné des dégâts importants notamment sur les installations électriques, les infrastructures routières, les habitations, les écoles et les capacités de production. De ce fait, la croissance du PIB qui était projetée initialement à 3,7 %, devrait atteindre 2 % en 2019 contre 3,8 % en 2018. Dans ce contexte, le déficit de la balance commerciale s'est détérioré de 178 MEUR. L'inflation moyenne annuelle a augmenté de 1,7 % en 2018 à 3,8 % en 2019. La BCC indique que la stratégie de croissance du gouvernement devrait s'appuyer sur le développement des infrastructures terrestres, maritimes et aéroportuaires, les plans d'urbanisation, l'énergie et les infrastructures de santé.

Encours de la dette publique à 276 MEUR au 30 juin 2020. Selon le bulletin statistique de la dette publié par le ministère des Finances et du Budget, au 30 juin 2020, l'encours de la dette publique est estimé à environ 276 MEUR. Il est constitué de la dette directe pour un total de 205 MEUR et de la dette à garantie publique pour un montant de 71 MEUR. Au 30 juin 2020, la dette multilatérale est estimée à 85 MEUR, soit une augmentation de 7,2 %. Cette augmentation est due au décaissement du prêt accordé par le FMI au cours du premier semestre 2020. Concernant la dette bilatérale, elle est estimée à 83 MEUR, soit une diminution de 4 % en glissement annuel. Cette diminution observée est liée principalement aux paiements effectués durant le premier semestre de cette année. L'Arabie Saoudite, le Koweït et l'Inde sont les principaux détenteurs de la dette bilatérale des Comores et détiennent à eux seuls 97,3 % de la dette bilatérale.

DJIBOUTI

Covid19 : Fermeture des frontières terrestres. En raison d'un nombre élevé de cas positifs à la Covid19 détecté aux frontières terrestres djiboutiennes (30 cas entre le 15 et le 21 octobre), le gouvernement djiboutien a fermé les frontières terrestres du pays pour une durée de deux semaines. Bien que le taux de positivité hebdomadaire soit de 4,4 % à Djibouti, les tests effectués aux frontières enregistrent des taux plus importants (5,6 %). La circulation de biens et des marchandises n'est toutefois pas concernée par cette mesure. Au 24 octobre, Djibouti comptait 5 530 cas, pour 1752 tests réalisés depuis le 18 octobre, dont 77 cas positif et 61 décès.

ERYTHREE

Progrès socioéconomiques soulignés par le rapport du PNUD de 2019. Selon le rapport annuel du PNUD publié en octobre 2020, l'Érythrée a enregistré des progrès socioéconomiques significatifs dans les dernières décennies : (i) le pays a remonté dans le classement IDH, passant du 239^{ème} rang (0,424) en 2005 au 182^{ème} rang (0,434) en 2018, (ii) la durée moyenne de scolarisation serait passée de 3,8 ans en 2010 à 5 ans en 2018, (iii) l'espérance de vie s'est accrue de 16,4 années entre 1990 et 2018, (iv) le revenu national brut par habitant a progressé (+ 91 %) passant à 1 708 USD/habitant en 2018 en parité de pouvoir d'achat (dollars internationaux constants de 2011). Présent depuis 1994 en Érythrée, le PNUD a déboursé 5 MUSD en 2018, soit 5,9 % de l'ensemble de l'APD reçue par l'Érythrée cette même année (84,2 MUSD).

ETHIOPIE

Impact de la Covid19 sur le secteur privé en Éthiopie selon une enquête de la Banque mondiale. Réalisée sur la base des réponses de 436 entreprises interrogées entre avril et septembre 2020, les constats du 9^{ème} rapport de la Banque sont les suivants : (i) entre mai et août 2020, la proportion des entreprises qui opèrent à plein temps est passée de 41 % à près de 60 %, (ii) 25 % des entreprises ont arrêté leurs opérations (contre 42 % en avril 2020), dont 2 % de manière permanente, (iii) ces fermetures seraient entre autres dues à la chute de la demande (44 %) et aux restrictions de déplacement liées à la COVID-19 (38 %), (iv) les restrictions liées à la pandémie ont particulièrement affecté les entreprises du tertiaire (43 % - contre seulement 11 % des entreprises du secteur industriel). Avec la fin de l'état d'urgence le 5 septembre 2020, près de 30 % des propriétaires d'entreprises fermées se préparent à rouvrir.

KENYA

Contraction du PIB de 5,7 % au 2^{ème} trimestre 2020. Selon le *Kenyan National Bureau of Statistics*, au 1^{er} trimestre, l'économie kenyane s'est montrée résiliente (en croissance de 4,9 % par rapport au T1 2019). Le PIB se contracte cependant au 2^{ème} trimestre (- 5,7 % par rapport au T2 2019) suite aux mesures mises en place pour lutter contre la propagation du virus avec, entre autres, les restrictions de déplacements entre les comtés, la fermeture des écoles et de certains secteurs économiques et la fermeture des frontières. Le FMI prévoit une croissance de 1,0 % sur l'année 2020. Les secteurs les plus touchés sont l'hébergement et les services de restauration (- 83,3 %), les transports (- 11,9 %) et le commerce de gros et de détails (- 6,9 %). Malgré les mesures de restriction nationale et le ralentissement de la demande mondiale, certains secteurs ont bien résisté à la crise, en particulier l'activité minière et d'extraction (+ 10,0 %), l'agriculture, la sylviculture et la pêche (+ 6,4 %), et bien évidemment la santé (+ 10,3 %). Le taux directeur de la banque centrale, qui était stable à 9,0 % jusque fin 2019, a été abaissé suite à la levée du plafonnement des taux à 8,5 % en novembre, puis consécutivement janvier, février et mars, pour atteindre 7,0 % en avril, et être maintenu à ce niveau depuis.

MADAGASCAR

Accord pour la suspension du paiement du service de la dette avec le Club de Paris. Le 12 octobre, le gouvernement malgache et le Club de Paris ont signé un accord au titre de l'initiative pour la suspension du service de la dette (ISSD) auprès de cinq pays créanciers signataires (Corée du Sud, Espagne, France, Japon et Russie) portant sur la période de remboursement s'étalant du 1^{er} mai au 31 décembre 2020. Madagascar s'est engagé à consacrer les ressources libérées par cette initiative à l'augmentation des dépenses visant à atténuer l'impact sanitaire, économique et social de la crise du Covid-19 et à respecter les plafonds d'endettement non-concessionnel convenus avec le FMI (383 MUSD pour les dettes avec un élément don inférieur à 35 % ; et 100 MUSD pour celles avec un élément don de moins de 20 %).

MAURICE

Allocation de 130 MEUR dans le budget 2020/2021 pour la mise en œuvre de projets d'investissements. A l'occasion d'une conférence de presse organisée le 23 octobre, le ministre des

Finances, Renganaden Padayachy a indiqué que 130 MEUR seront réalloués sur des projets de développement des infrastructures. La construction de trains, de routes et d'infrastructures sportives, la réhabilitation de bâtiments publics, l'amélioration de la distribution d'eau et de la production alimentaire ou encore la protection de l'environnement figurent parmi les projets prioritaires. Cette liste a été établie par les ministères en fonction de leur capacité de mettre en œuvre ces dépenses dans les six premiers mois de l'exercice 2021.

L'Indian Oil Corporation remporte un contrat de 20 MEUR pour la fourniture de carburant. A l'issue d'un appel d'offres lancé le 26 juin dernier par la *State Trading Corporation (STC)*, la compagnie indienne, *Indian Oil Corporation*, a remporté le contrat d'un an pour exporter jusqu'à 720 tonnes de produits pétroliers. Ce contrat estimé à 18 MEUR couvre la période entre novembre 2020 et novembre 2021. Cinq compagnies internationales avaient concouru pour obtenir ce contrat : *l'Indian Oil Corporation, Total Oil Trading SA, Sahara Energy Resources Ltd, OQ Trading Ltd* et *Vitol Bahrain*. Il s'agit du premier contrat de la STC depuis l'expiration en juillet 2019 du contrat avec l'entreprise *Mangalore Refinery Petrochemicals Ltd*. Depuis la compagnie d'État s'est approvisionnée en produits pétroliers à travers des *emergency procurements* notamment auprès de *Petrochina* et de *Vitol Bahrain*.

UGANDA

Le gouvernement approuve l'accord de cession des parts de Tullow à Total, dans le projet d'exploitation du Lac Albert. La société anglo-irlandaise *Tullow Oil* a annoncé le 21 octobre sur son site, l'approbation par le gouvernement, du contrat de cession conclu, en avril 2020, avec la société *Total E&P*, entérinant le désengagement de *Tullow* d'Ouganda, après 16 ans de présence. L'accord du gouvernement concerne aussi le traitement fiscal de cette opération, qui avait, faute d'accord avec l'administration fiscale, conduit à une suspension par Total de ses activités techniques en septembre 2019. Au terme de cet accord, Total acquerra la totalité des 33 % détenus par *Tullow* dans le projet, en contrepartie d'un paiement 575 MUSD, auxquels s'ajouteraient, en période de production, des paiements conditionnels en fonction du prix du pétrole. Le gouvernement percevra 14,6 MUSD de recettes sur cette transaction. Total E&P détiendrait désormais une participation majoritaire à 66,7 % des champs pétroliers contre 33 % pour Cnooc, qui avait renoncé à exercer son droit de préemption (sur la moitié des actifs cédés).

Accord entre la National Identification and Registration Authority (NIRA) et la FIA (Financial Intelligence Authority) dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. En vertu de cet accord annoncé la semaine dernière, la FIA, agence gouvernementale chargée de lutter contre le blanchiment de capitaux et de contrôle des transactions financières sur le territoire, aura accès aux données d'identification des personnes détenues par la NIRA, autorité chargée de l'état civil, du registre national d'identification des personnes et de l'émission des cartes d'identité. La NIRA fournira des lecteurs permettant de lire les données contenues sur les cartes d'identité, y compris les empreintes digitales et dispensera des séances de formation en faveur du personnel de la FIA. Cet accord doit permettre à la FIA d'analyser les informations et d'identifier les personnes à l'origine de transactions suspectes. Les ressortissants étrangers seront également identifiables grâce à la direction du contrôle de la citoyenneté et de l'immigration du ministère de l'intérieur, avant que ces derniers ne soient également équipés de cartes nationales d'identification par la NIRA.

RWANDA

L'économie rwandaise se contracterait en 2020. Initialement prévue à 2,0 % dans le *World Economic Outlook (WEO)* de juin, la prévision de croissance pour 2020 a été révisée par le FMI à - 0,2 %. Les services du FMI notent que l'activité économique se redresse au 2nd semestre, notamment grâce aux mesures monétaires et de soutien à l'économie portés par le gouvernement, mais moins vite que prévu initialement. Le Fonds prévoit un rebond plus timide de la croissance en 2021 (5,7 % contre 6,2 % dans le WEO d'octobre). Le système bancaire reste stable, liquide et suffisamment capitalisé. Les recettes budgétaires

ont été réévaluée à la hausse par rapport à la dernière mission du FMI en juin mais les dépenses augmenteraient avec l'extension des mesures d'assouplissement fiscales de soutien au plus pauvres et aux entreprises.

SEYCHELLES

Election du nouveau Président seychellois, Wavel Ramkalawan. Le 25 octobre, le pasteur anglican Wavel Ramkalawan, leader du parti *Linyon Demokratik Seselwa* (LDS, Union démocratique seychelloise), a été élu Président des Seychelles. Premier opposant élu à ce poste depuis l'indépendance de l'archipel en 1976, il a obtenu 54,9 % contre 43,5 % pour le président sortant Danny Faure, à l'issue de sa sixième participation à l'élection présidentielle. Diplômé en théologie de la *St Paul's Theological College* à Maurice puis de l'Université de Birmingham, il a débuté en politique durant les années 1990, à la faveur du retour au multipartisme en 1992. La prestation de serment du nouveau chef de l'Etat a été effectuée le 26 octobre.

SOMALIE

Formation d'un nouveau gouvernement. Le Premier ministre somalien Roble a annoncé le 19 octobre la formation d'un nouveau gouvernement de 69 ministres, vice-ministres et ministres d'Etat. Le vice-Premier ministre ainsi que de nombreux interlocuteurs réguliers des bailleurs sont reconduits à leurs postes. Les ministres des Finances, du Plan, des Affaires Etrangères, de la Santé et des Affaires constitutionnelles en charge de la mise en œuvre des réformes économiques demeurent. De nouvelles personnalités ont été nommés à la tête des ministères impliqués par l'organisation et la sécurisation des élections prévues dans quelques mois, à savoir la Justice, la Défense, l'Intérieur et le fédéralisme, la sécurité intérieure et les droits de l'homme.

SOUDAN

Le compte à rebours du retrait effectif du Soudan de la liste américaine des pays finançant le terrorisme (SSTL) est lancé. Dans une déclaration du 23 octobre, la maison blanche a indiqué que le Président Trump avait officiellement saisi le Congrès afin de retirer le Soudan de la liste SSLT, puisque les autorités soudanaises avaient la veille transféré 335 MUSD, équivalent aux compensations des victimes des attentats des Ambassades américaines à Nairobi et Dar Es Salaam de 1998. Le Congrès dispose de 45 jours (soit d'ici le 7 décembre) pour éventuellement s'y opposer. Ce retrait une fois intervenu devrait permettre en théorie une reprise des transactions bancaires internationales, permettant notamment la mise en place de correspondants bancaires d'institutions financières internationales et les transferts de la diaspora, qui pour l'instant étaient essentiellement acheminés par des canaux non officiels. Cependant, comme l'indique la ministre des Finances, cette reprise ne sera réellement effective qu'une fois certaines réformes réalisées comme l'unification du taux de change, la mise aux normes internationales du système bancaire soudanais et la création d'une entité indépendante de lutte contre la corruption.

Normalisation des relations avec Israël. Dans la foulée de l'annonce du retrait, un entretien téléphonique entre le Président Trump, le Premier Ministre Hamdouk, le Président du Conseil de Souveraineté Al Burhan et le PM Netanyahu entérinait la normalisation des relations entre le Soudan et Israël. Dans les annonces de nature économique, le ministre des renseignements israélien a indiqué que son pays envisageait des investissements et des transferts de technologie dans les domaines agricole et de l'irrigation. Par ailleurs, face à pénurie de blé, Israël a annoncé un don en nature équivalent à 5 MUSD alors que les Emirats Arabes Unis se seraient engagés à fournir 67 000 tonnes de blé, dont un premier envoi serait déjà arrivé à Port Soudan.

Transfert officiel de la Banque Mondiale de 375 MUSD et signature de la première tranche de 10 MEUR de la France en faveur du FSP. Le 23 octobre en ouverture d'une conférence organisée par la

Banque Mondiale et consacrée à la situation économique au Soudan, la Banque a signé le transfert aux autorités soudanaises d'un somme de 375 MUSD afin de financer la première tranche du Programme d'appui aux familles (*Family Support Program*). 200 MUSD étaient apportés par la Banque et le solde correspondait aux contributions de l'UE, de l'Allemagne, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Suède. Le même jour, le directeur pays de la Banque Mondiale, Dr. Ousmane Dione, et l'Ambassadrice de France au Soudan, S.E. Emmanuelle Blatmann, ont signé à Khartoum, en présence du Dr Hiba Mohammed Ali, ministre des Finances et de la Planification économique, un accord portant sur un premier versement de 10 MEUR de l'AFD au fonds fiduciaire de la Banque mondiale (« STARS »). Conformément aux engagements pris lors de la Conférence de partenariat de Berlin en juin dernier, la France contribuera à hauteur de 60 MEUR à ce programme essentiel, qui permettra d'atténuer l'impact social des réformes économiques sur les plus vulnérables.

SOUDAN DU SUD

Le gouvernement appelle la population à participer à l'effort de redressement économique. Dans une interview accordée à la radio, le ministre de l'Information, porte-parole du gouvernement, a, face aux difficultés économiques auxquelles le pays est confronté, exhorté la population à se mettre au travail, affirmant que de nombreux emplois sont disponibles. Il a regretté aussi que « tous préfèrent des emplois de cols blancs alors qu'il n'y a pas d'argent dans le travail des cols blancs ». Les remarques du Ministre interviennent alors que la monnaie locale, la livre sud-soudanaise, s'est encore dépréciée par rapport au dollar américain. Pour mémoire, le gouvernement avait annoncé, il y a quelques semaines, son intention d'introduire une nouvelle monnaie, en remplacement de la Livre sud-soudanaise. Cette annonce, qui avait ensuite été démentie par le Chef de l'Etat, avait entraîné une dépréciation de la monnaie et provoqué une hausse importante des prix.

TANZANIE

Lancement des travaux pour la modernisation de quatre aéroports financés par la BEI. Le secrétaire permanent du ministère des Finances et de la Planification a annoncé que le gouvernement a lancé le jeudi 22 octobre, un projet de modernisation de quatre aéroports pour les rendre conformes aux normes internationales. Le projet financé à hauteur de 59 MUSD par la Banque européenne d'investissement (BEI), permettra de stimuler l'activité économique dans quatre régions du pays. Les travaux concerneront les aéroports des régions de Shinyanga, Rukwa, Tabora et Kigoma. Ils consisteront à étendre les pistes et à construire de nouveaux terminaux de départ et d'arrivée et des parkings pour les véhicules. L'objectif est de rendre les infrastructures conformes aux normes internationales. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement des infrastructures du président John Magufuli.

50 MUSD en soutien budgétaire à la lutte contre la pandémie de Covid-19 de la BAD. Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement, le guichet de prêt à taux concessionnel de la BAD, a approuvé un prêt de 50,7 MUSD à la Tanzanie pour financer la riposte à la pandémie. Le prêt, issu de la Facilité de réponse rapide contre la Covid19 (CRF) a pour objectif de soutenir le plan d'intervention de 109 MUSD du gouvernement tanzanien contre la pandémie, dont le financement est assuré conjointement par la Banque et d'autres partenaires de développement du pays. Le plan vise notamment à renforcer la résilience économique de la Tanzanie, tout en atténuant les répercussions socio-économiques et sanitaires de la pandémie sur les entreprises locales, les ménages vulnérables et le système de santé du pays.

Une entreprise sud-coréenne fournira des trains SGR à la Tanzanie. La mise en service de liaisons ferroviaires modernes en Tanzanie se précise après que le gouvernement ait signé des contrats de 60 MUSD avec une entreprise sud-coréenne pour la fourniture de trains pour le chemin de fer à voie standard (SGR). Le gouvernement, par le biais de la *Tanzania Railway Corporation* (TRC), fait construire un réseau SGR de 2 561 kilomètres pour relier Dar es Salam, Mwanza, Kigoma, Katavi et les pays voisins du

Rwanda, du Burundi et de la RDC. Le projet, de plus de 7 Mds USD, est mis en œuvre par étape, la première couvrant 300 km entre Dar es Salam et Morogoro. Cette section qui est exécutée par la société turque *Yapi Merkezi*, en partenariat avec la firme portugaise *Mota-Engil Africa*, est achevée à environ 95 %. Le directeur général de la TRC a déclaré que les tests commenceraient au début de l'année prochaine après l'approbation du régulateur des transports.